

Rose Ntwenga : « Témoignage de juillet, août, septembre 1972 à Bujumbura »

@rib News, 14/06/2009TÃ©moignage de juillet, aoÃ»t, septembre 1972 Ã Bujumbura. TRANSMISSION DE MEMOIRE ET CONTRIBUTION A LA COMMISSION VERITERose Ntwenga, Montpellier, le 14 juin 2009Au mois dÃ©aoÃ»t 1972, mes frÃ©res, ma sÃ©ur et moi, avons Ã©tÃ© accueillis parÃ© Paul Morisho et son Ã©pouse, Mama Anipha, au quartier 3 de lÃ©Ocaf. Nous nous y Ã©tions bien sentis. JÃ©avais lÃ©impression de dÃ©couvrir que cette famille mÃ©Ã©tait connue. Le couple de LÃ©ocadie[1], ma tutrice. JÃ©avais du mal Ã© me repÃ©rer. Et, nous nous Ã©tions mis Ã© parler des disparus. Mais, avant les disparus, il ne fallait pas aborder lÃ©origine et les circonstances de lÃ©impact de balle visible dans lÃ©un des murs de la rÃ©. CÃ©Ã©tait une balle perdueÃ© de la matinÃ©e du 30 avril 1972. CÃ©Ã©tait lÃ©histoire de ceux qui Ã©taient partis. Ils nÃ©taient pas revenus. A ce moment du rÃ©cit, plus personne ne riait. Le silence accompagnait leur disparition. Quand ils nÃ©taient pas revenus, on avait pas su quoi demander, ni quoi faire. Se taire. DansÃ© la plupartÃ© des cas, personne nÃ©avait pleurÃ©. CÃ©Ã©tait interÃ©dit de pouvoir rire de tout, sauf, de ceux qui Ã©taient montÃ©s dans le camion sans protester. Si. On se moquait, de celui qui, au dÃ©but du mois de mai 72, avait contribuÃ© Ã© lÃ©aide de son papier, aux arrestations. Il avait consignÃ© des noms et des numÃ©ros. Il avait dÃ©ployÃ© un zÃ©le incroyable dans lÃ©espoir dÃ©Ã©chapper aux arrestations. Quand le camion avait Ã©tÃ© rempli, monsieur tout maigre pour qui il avait travaillÃ©, lui avait fait signe de monter Ã© son tour. Le dernier inscrit lui avait tendu le bras. Parmi les autres dans le camion, il avait ri de son vain effort. Cela se passait Ã© Kamenge, du cÃ©tÃ© du Terminus. On devait oublier. Ã©«Ã© OnÃ© Ã©», lÃ©indÃ©fini.

Alors que nous lÃ©avons envahie presque aussi nombreux que sa famille, Mama Anipha prenait le temps de faire notre Ã©ducation. Apprendre Ã© gÃ©rer lÃ©argent pour assurer les trois repas quotidiens, savoir faire le mÃ©nage, la cuisine, le parer et la disposition des repas des filles, dÃ©un cÃ©tÃ©, puis, de ceux des garÃ©ons et des adultes de lÃ©autre cÃ©tÃ©, Ã© tout un vivre Ã© intÃ©grer harmonieusement. Pour Mama Anipha, JÃ©avais choisi le pagne Ã©«Ã© Maji ya OcÃ©anÃ© Ã©» en pensant Ã© elle. - Shukurani-Au cours de la semaine, nous nÃ©apercevionsÃ© Paul Morisho quÃ©au repas de midi. En dehors de son travail de mÃ©canicien, le championnat de football Ã©tait sa principale occupation. Les membres et autres personnes satellites au club Ã©voquaient avec nostalgie le temps de la gloire du Tout Puissant Englebert. Leur club avait gagnÃ© le championnat cinq annÃ©es consÃ©cutives dans les annÃ©es soixante. Puis, Rwanda Sport sÃ©Ã©tait formÃ© avec lÃ©arrivÃ©e des exilÃ©s. La nouvelle formation les avait dÃ©trÃ©nÃ©s. CÃ©Ã©tait une ambiance de prÃ©paration de match, de rendez-vous de sortie au match, dÃ©allusions aux sÃ©ances de spiritisme et de maraboutage, du soin accordÃ© aux maillots des joueurs, des conciliabules pour exfiltrer de leurs clubs, les meilleurs joueurs adversesÃ©!Ã© Mama AniphaÃ© se plaignait que le club accapare toutes les attentions de son mari. Elle rappelait que nous devrions aller rendre visite Ã© Madame Valentin Sebusa. - Ce dernier Ã©tait un des amis de votre pÃ©re, soulignait-elle. Valentin Sebusa, le gÃ©omÃ©tre, avait terminÃ© sa vie Ã© la station dÃ©essence du quartier 3 de lÃ©Ocaf lÃ©aprÃ©s-midi du 30 avril 1972. Les officiers de la police judiciaire (O.P.J.) avaient ordonnÃ© de sÃ©arrÃ©ter. Ils lui avaient criÃ© des ordres quÃ©il nÃ©avait pas pris pour son compte. Ces injonctions concernaient certainement pas. Au volant de sa voiture, Valentin Sebusa avait sorti sa tÃ©te pour demander de quoi il sÃ©agissait. La jeep militaire et la voiture banalisÃ©e des officiers de police lui avaient barrÃ© la route. Les officiers Ã©taient descendus de leur vÃ©hicule et sÃ©Ã©taient mis Ã© sa hauteur. Ensuite, les militaires sÃ©Ã©taient acharnÃ©s sur sa tÃ©te. Il nÃ©avait pas la suite. Nous passions certains aprÃ©s-midi Ã© nous remÃ©morer les circonstances dans lesquelles avaient disparu bon nombre de gens de notre connaissance. Ã©«Ã© La terre ne se nourrit pas que de vÃ©gÃ©tauxÃ© Ã©»[2]M. Busabusa[3], le commerÃ©ant prospÃ©re du secteur A de Kamenge, avait Ã©tÃ© allongÃ© sur le ventre dans la cour centrale de la prison de Mpimba. Il avait dÃ©jÃ© subi la premiÃ©re sÃ©ance de bastonnade. Les tortionnaires lui avaient demandÃ© ce quÃ©il possÃ©dait. AllongÃ© sur le dos, cÃ©Ã©tait la sÃ©ance des coups de bÃ©tons sur le ventre[4]. Il sÃ©Ã©tait mis Ã© Ã©numÃ©rer ses biens. Nous voulons de lÃ©argent liquide. Ã©«Ã© Les coups de bÃ©tons avaient repris. Dans ce laps de temps, les tortionnaires lui promettaient de le libÃ©rer. Que possÃ©dait-il au justeÃ© ? M. Busabusa, avait dit que sa deuxiÃ©me femme Marciana[5], lÃ©institutrice, nÃ©avait pas connaissance des quatre cent mille francs mis de cÃ©tÃ©. Il avait indiquÃ© oÃ©1 les trouver sans elle. La rÃ©ponse Ã©tait arrivÃ©e. Ã©«Ã© - Non seulement, nous irons prendre lÃ©argent, mais auparavant, nous allons te tuer. Ã©«Ã© La TerreÃ© â©Mertus, Martin, le dribleur, la gloire du football burundais avait Ã©tÃ© arrÃ©tÃ©. Il habitait la partie non cadastrÃ©e de Kamenge, celle qui jouxte les secteurs A et C. Conduit Ã© la prison de Mpimba pour interrogatoire, ilÃ© pensait vite lever les Ã©quivoques sur les accusationsÃ© de complicitÃ© de participation au coup dÃ©Ã©tat. A la place, il sÃ©Ã©tait retrouvÃ© pour la sÃ©ance de bastonnade. Mertus avait dÃ©jÃ© subi sa sÃ©rie de coups de bÃ©tons, pour Ã©«Ã© avouerÃ© Ã©».Ã© LÃ©un dÃ© lÃ©avait reconnu. - CÃ©est Mertus,Ã© cÃ©est le cÃ©lÃ©bre footballeur. CÃ©est lui, le meilleurÃ© ! ArrÃ©tez, aurait-il dit. Il nÃ©est pas politicien. Le gÃ©nÃ©ral avait dÃ©cidÃ© de le faire relÃ©cher. Mais, celui qui prÃ©sidait la sÃ©ance de bastonnade sÃ©opposÃ©. - Il faut le tuer. De toutes les faÃ©ons, dans lÃ©Ã©tat oÃ©1 sont ses jambes, il ne pourra plus sÃ©en servir. La Terre Commandant Martin Ndayahoze[6] et plusieurs personnes considÃ©rÃ©es comme Ã©«Ã© politiciensÃ© Ã©» avaient Ã©tÃ© rassemblÃ©es pour une sÃ©ance spÃ©ciale. OnÃ© leur avait fait Ã©«Ã© avouerÃ© Ã©»: Ã©«Ã© - Nous avons fomentÃ© un coup dÃ©Ã©tat.Ã© Ã©» Ils ont Ã©tÃ© exÃ©cutÃ©s par balle comme le veut la loi. La Terre â©VÃ©nansi[7], mon pÃ©re, se trouvait dans une des cellules avec dÃ©autres infortunÃ©s, victimes des rafles. Une semaine plus tÃ©t, il avait eu un accident de voiture avec sa Renault dÃ©occasion sur lÃ©avenue du peuple Murundi, non loin du Centre de formation artisanale (C.F.A.). Le conducteur en face conduisaitÃ© tous feux Ã©teints.Ã© LÃ©accident avait Ã©tÃ© assez grave pour que mon frÃ©re ValÃ©re et lui soient Ã©vacuÃ©s sÃ©parÃ©ment. Son genou blessÃ©, il se dÃ©plaÃ©ait Ã© lÃ©aide dÃ©une canne. Celui qui nous avait relatÃ© lÃ©histoire de ces derniers incidents:Ã© Ã©«Ã© - Votre pÃ©re ne portait pas de traces, ni coups, ni blessures rÃ©centes,Ã© ni balles. Ã©» Comme tous les autres dÃ©tenu, il avait Ã©tÃ© convoyÃ© Ã© la sÃ©ance de bastonnade. Dans la cour de la prison, un des ses anciens employÃ©s, FranÃ§ois, Ã©tait prÃ©sent. Il avait tentÃ© de plaider pour son ancien patron.Ã© Le prÃ©posÃ© auÃ© ramassageÃ© des corps de cette cellule avait dit que la veille, quelquÃ©un avait portÃ© un mÃ©dicament Ã© mon pÃ©re. En toute vraisemblance, quelque chose Ã© boire. Venant de Rose Ntwenga- BÃ©ctisseur-Photo prise le 2 juin 1968 Ã© Kamenge par Samson (exilÃ© rwandais, Bwiza, IVÃ©me avenue. Il a fui en 1972 vers la Tanzanie.)Le lendemain, il Ã©tait assis, sans vie, un papier dans la main. Un Ã©«Ã© monsieurÃ© Ã©» avait demandÃ© Ã© garder le papier[8]. Il avait dit que Ã©«Ã© VÃ©nansi avait dÃ©noncÃ© tous les autres comploteurs comme lui dans

coup d'État. J'avais demandé dans quelle langue avait écrit le papier. En français ? Combien de fois venait pas très bien, mais un prénom, Bernard, enfin, un prénom chrétien. Ce Bernard avait pris le papier. Il avait dit : « - C'est la preuve. » A plusieurs reprises, les adolescents avec qui nous avons bavardé cet été 1972, me racontaient sans cesse : « - Ton père n'était pas blessé. » Les récits des autres parents me devenaient de plus en plus insupportables. On disait la torture « Commande » [9], les pieds et les mains liées dans le dos à l'aide d'une cordelette en raphia. La Terre le lendemain de mon retour du Lycée j'ajoutai le 1er ou le 2 juillet 72, dispa- Pattern [10], le père de Goretti Nduwimana. J'avais écrit le message. L'arrestation avait eu lieu à son domicile encombré. Il était entré dans la jeep calmement par la porte pour faire le trajet jusqu'à la prison de Mpimba. A peine ce maître de son domicile est-il dit la hauteur du marché de Ruvire, un coup de feu avait retenti. La balle était pour lui. Honorata et moi, avons soupiré. Pour nous, Goretti avait eu « de la chance ». Elle avait vu son père au moins une journée. Nous étions convaincues qu'il lui avait certainement dit quelque chose, « Comment faire ? » Autour de nous, ça devenait de plus en plus incompréhensible. La Terre ! Pour éviter une possible arrestation lors des filtrages aux barrières, Daniel Mpfanuguhora [11] et quelques collègues s'étaient cotisés avec la contribution du directeur de la Banque de Crâ de Bujumbura, pour la location d'un bus, afin de parcourir sans encombre le trajet aller-retour quotidien vers la banque. Mesurant environ un mètre soixante-cinq pour la plupart d'entre eux, ils ne pouvaient plus à chapper longtemps à l'inspecteur des assassins des révolutionnaires Rwagasore (JRR). En effet, le critère de taille moyenne était lui seul suffisant pour être arrêté en pleine rue et par moments être même sommairement exécuté. A cette époque du génocide en juin 1972, les transports en commun n'étaient pas encore l'objet de contrôle. L'identité d'un voyageur, s'il était installé peu à peu. C'est alors que M. Samuel Nduwingoma [12] avait eu un besoin de liquidités. Quand s'était approché du guichet de la Banque de crédit pour un retrait, il se serait exclamé : « - Nous avons cru avoir de l'argent partout, tous les spectacles animaux sauvages » [13] à l'ivoire que je me retrouve dans leur repaire ! Il avait demandé un des employés de la banque (B.C.B.) de lui prêter un téléphone. Un camion militaire était aussi arrivé. Je me souviens sur quels critères le capitaine Samuel Nduwingoma avait fait le tri. Daniel était du voyage. Les vautours ridaient. Chez Mama Anipha, nous étions des enfants heureux. Dans le brouhaha des nombreux enfants de tous âges, elle avait le temps de respecter les exigences de la foi musulmane. Nous jouions avec certains des voisins. Nous avons continué notre échange de bandes dessinées. Plein d'enfants se croisaient dans le salon de Paul Morisho et Mama Anipha. Notre présence dans cette famille était un moment donné de la conversation des visiteurs, un centre de curiosité. Les différents jeunes et moins jeunes évoquaient ce qui nous arrivait. Parfois, quelques uns d'entre eux étaient venus avec l'intention de se moquer ouvertement. Alertée par l'ampleur et la multitude de visiteurs, Mama Anipha avait attiré notre attention sur un adulte dont nous étions l'unique intérêt. J'étais incapable de situer cette personne. L'individu nous questionnait abruptement. L'insolite de la situation était que, la fratrie Ntwenga, les concernés au premier lieu, se retrouvaient les seuls à ne pas percevoir son attention malveillante. Après descriptions, Valère avait pu situer la ressemblance. Dans un des volumes de Baccassine, une galerie de personnages en bas de page ; sur un visage apparaissait un nez particulier. - Oui. Nous l'avons reconnu, tout de suite. C'est Bernard ! Nous étions habitués. Les amis de Josephine [14], la mère de Félix Junior. Ils parlaient tous comme lui. Vous ne saviez pas vraiment ce qu'ils voulaient. Avec eux, la conversation se limitait à un long interrogatoire. Après, ils se réfugiaient sous un masque impassible. Nous ne nous étions jamais soucies de connaître l'utilisation des réponses obtenues. Bernard était pour sa surveillance routinière. Valère lui avait tendu un des albums de Baccassine à la page indiquée. « - J'ai trouvé que ton nez était très ressemblant. » Bernard avait retenu un geste d'humeur. Il était reparti sans un mot pour personne. La Terre ! Une autre personne avait été arrêtée sans ménagement un matin au salut du drapeau. C'est Emmanuel Kidodoye [15] le directeur de l'école primaire du Quartier 3 de l'Ocaf. Je commençais en de cette terre « qui ne se nourrit pas que de vœux ». Au lieu de cette incantation ne m'aide à accepter, je révoltais contre sa voracité. Cette fatalité me mettait mal à l'aise. Nous continuions le décompte des disparus. Au lendemain du 29 avril 1972, on avait raconté qu'un coup d'État avait été joué. Des rebelles avaient attaqué le pays. Il se racontait que le commandant Ferdinand Nyabenda avait occupé et hissé un drapeau étoilé sur le camp militaire de Mabanda [16]. Sa famille vivait à Kamenge au secteur B tout près du sentier principal qui traversait le terrain vague de séparation entre le quartier de Kamenge et celui du quartier 3 de l'Ocaf. Visiblement, sa famille n'avait pas été mise au courant des audaces du chef de famille. Son fils [17] comptait prendre un verre de bière. Une nouvelle buvette du secteur C, entre le Bazooka Club et la buvette de Chez Busabusa du secteur A, avait ouvert un espace de consommation dans un décor de fortune. Totalemment éloigné de la tragédie, le fils du commandant Ferdinand Nyabenda n'avait pas remarqué que deux individus le suivaient. Ils le serraient de près et cherchaient son attention avec insistance. « - Vous ne voyez pas qu'il n'est pas au courant ? » avait tonné, Mao. De son nom, Antoine Sekomo, érudit rwandais, Mao, avait la dague de Jimi Hendrix. Il s'était adressé à ces messieurs avec l'impertinence des gens du quartier. - Qu'est-ce que vous lui voulez ? Les messieurs surpris dans leur stratégie d'approche avaient saisi l'occasion pour déclencher l'arrestation. - Hé, le rwandais, de quoi, tu te mêles ? Ce sont des histoires entre burundais, lui avait dit. - Histoires entre burundais, mon ami ! avait vivement repris Mao. C'est son père qu'il faut arrêter à Mabanda. Lui est pour rien. - Tu n'es pas content, avaient faussement constaté les officiers de police judiciaire. Après l'altercation verbale, les officiers avaient immobilisé Mao et le fils du commandant Nyabenda. Tous les deux avaient été conduits à une voiture, passée inaperçue jusque là, pour le voyage sans retour. A partir de cet instant, les fuites vers le Zaïre s'étaient multipliées. Les sœurs et jeunes frères Nyabenda s'étaient enfuis sans demander le reste. Ernest, le fils de la buvette du secteur C, avait pris le chemin du Rwanda. Le deuxième fils de Moteri était l'élève à l'école secondaire de l'école Normale de l'Etat (ENE). Malgré les échecs des terribles arrestations et tueries de l'école technique de Kamenge (E.T.S) où son grand frère, sous le pseudonyme de Jean Kabera, avait réussi à échapper, lui était resté à l'internat. Une jeep militaire s'était introduite dans la cour de l'école de l'ENE. Le deuxième fils de Moteri [18] du regard. Son voisin de banc, lui aurait soufflé : « - Cette fois, c'est pour toi. » Effrayé, il était sorti de la classe

précipitamment en courant. Athlète d'obstacle, il avait foi en sa foulée. Ainsi, il avait pu joindre le champ de coton qui jouxtait l'ÉNE. Le militaire avait épaulé son fusil et avait fait mouche, comme à l'exercice. A sa mère, les sœurs bienveillantes étaient venues lui dire d'aller ramasser son fils étendu dans les champs de coton. La Terre a été Suite des disparitions des enseignants et des élèves sur une large échelle, le ministère de l'Éducation nationale avait concédé trois mois de vacances supplémentaires. Une inquiétude commençait à poindre à mesure que se rapprochait la rentrée scolaire. Qui allait payer nos frais de scolarité ? - Ne comptez pas sur moi pour votre scolarité, avait dit prénommé Mambo à plusieurs reprises. Cet avertissement ne rentrait pas dans notre schéma de pensée. Ses propos, nous les mettions sur le compte de l'ambiance de polémique et de dispute avec ses rivales pour le compte de leurs frères respectifs. Pourtant, elle ne cessait d'expliquer qu'elle vivait bien. Elle avait appris à travailler la terre. Sans rire, elle nous invitait à en faire autant. Ce qui commençait à me perturber, c'est qu'il devenait impossible d'aborder avec elle, la nature de la structure familiale qui nous reliait. Nous ne resterions pas indéfiniment à la charge de M. Paul Morisho et de sa femme. J'étais d'ailleurs reconnaissante de l'accueil. Intérieurement, je réalisais qu'il était un poids insupportable constituait chez eux un encombrement gênant. Certes, nous rentrions dans le cadre de leur hospitalité coutumière. Mais pourquoi apparaissaient-ils insensibles aux critiques et aux remarques désobligeantes des bien-pensants, de certains membres de leur famille et de leur entourage ? Mama Anipha avait réalisé que la succession d'événements aussi difficiles que compliqués que nous avions traversés, ne nous permettait pas de réfléchir jusqu'au bout. Nous nous contentions d'une idée très vague sur bien des sujets. Un désarroi, consécuteur au manque de réponse sur l'enchaînement des disparitions dans notre entourage nous habitait. Pourquoi étaient-ils tous partis ? Cette absence faite, elle percevait que nous nous sentions abandonnés malgré son hospitalité. Madame Harerimana, la mère de Marie-Louise et Anne-Marie était passée lui rendre visite. Son mari infirmier avait disparu aussi. Il avait été arrêté à l'étranger à Muramvya, sa nouvelle affectation. Elle ne m'avait pas reconnue, moi, non plus. C'était comme si nous partageions une douleur commune. Aucun échange de paroles n'était possible. L'après-midi, progressivement, Mama Anipha de me parler de l'après-midi. Quelques années plus tard, pendant plus de six mois, la famille Morisho avait dû rappliquer dans la prairie du campement du secteur C. n°29 à Kamenge. Les contributions au club de football et à l'ambiance samedi soir avaient mené le chef de famille à l'impasse. L'après-midi les avaient bien accueillis. C'était naturel avec comme prise d'un malaise à son évocation. Mama Anipha n'insistait pas. Elle continuait. À À À À À À Un autre après-midi Anipha portait un twin-set. Par cette chaleur, quelle était cette lubie ? C'était celui de l'après-midi. Je ne voulais pas entendre parler de l'après-midi. Obstamment, elle persistait. Elle lui vouait une reconnaissance qui amplifiait son absence. L'après-midi avait conforté dans l'acceptation de la différence de l'un de ses enfants. Son fils jouait à la poupée, portait un maquillage, faisait le mime, le clown. Je l'accoutais distraitement. Je ne me souvenais pas avoir joué à un seul jeu qui ait plu à mon entourage. Je ne prêtai pas attention. Puis, Jean-Paul Morisho, son fils s'était mis à déclamer l'arrestation. C'était l'après-midi. L'après-midi avait lancé son twin-set. À À À À À En ce début du mois de mai 1972, l'après-midi n'était plus enseignant primaire du quartier 4 de l'Ocaf mais à l'école primaire d'application du Copico, tout près de l'École Normale (l'É.N.E.). C'était à une heure proche des sorties de classes, ou, c'était à l'heure du retour de promenade de l'après-midi. Une combi Volkswagen était venue arrêter les professeurs de l'école normale de l'après-midi, proche du Copico. La combi avait stoppé à sa hauteur. L'après-midi avait demandé aux militaires où ils emmenaient toutes ces personnes. Ce manège commençait à durer ! Depuis deux semaines, aucune nouvelle sur le sort des personnes emmenées les jours précédents n'était filtrée. Les militaires lui avaient demandé si elle voulait voir. C'était son dernier jour de cours. Elle commençait son congé prénatal le lendemain. Les militaires lui avaient ordonné de monter. Elle avait eu le réflexe de lancer le twin-set à Jean-Paul. Je n'avais pas à écouter. Non loin de là, à l'intérieur de la combi V.W, elle était présente. Les professeurs de l'école secondaire présents, n'avaient pas eu un geste en sa faveur. Je n'étais qu'un autre collègue, Jean-Paul avait suivi les derniers moments de l'après-midi. Dans un deuxième temps, les militaires s'écharnaient à l'égard de l'après-midi plus du tout. Jean-Paul était rentré, le twin-set en main, d'après-midi par ce qu'il avait vu. Ce bout de tissu était ce qui restait de l'après-midi. La Terre a été : C'était très simple de mesurer le changement de population après le 29 avril 1972 dans notre quartier de Kamenge. Un petit tour sur le tronçon de route qui sépare le secteur A/C et le secteur B/D, était illustratif. Rien qu'à demander où se trouvaient les habitants des premières maisons visibles au bord de la route, cela confirmait l'ampleur des disparitions. Le chauffeur du bus de l'Université, M. Mamera[19], le chef des cantonniers, ancien ministre des travaux publics, M Zacharie Ntiriyica[20][21], le propriétaire du bar « Au petit jardin » à Kamenge, le commerçant Busabusa, n'existaient plus. Marie Nikobamye, élève du Lycée Clarté Dame, avait fui par la suite au Rwanda. Pierre Simba, étudiant à l'université avait fui pour le Zaïre. M. Nzomwita, retraité de la Force Publique des années 60, en prison. Le père de Piston, le chauffeur de poids lourd, au Rwanda, j'avais passé le moins. J'avais laissé le soin aux autres de regarder autour d'eux. Ma tête ne pouvait plus enregistrer. N'importe quoi [22] aussi. Il habitait à l'autre bout de Kamenge. M. Anacleto Burundi qui vivait à la prison de Mpimba depuis son emprisonnement abusif en 1964, n'existait plus. Le père de Justin et Dominique, M. Boniface et M. Muzungu Nyange, le directeur [23] de la banque de crédit (B.C.B.) leur avait trouvé une mutation dans une autre banque à Bukavu au Zaïre. Joseph, de la partie de Kamenge non-cadastrée, avait rejoint les autres fugitifs au Zaïre dissimulé dans des sacs de manioc. Etc., Je passe le moins [24] Enfin, le seul à rappeler leur existence dans le secteur C de Kamenge est le thérapeute animiste Vieux Swedi. Les années se sont succédées, l'une après l'autre, et personne n'est venu consulter pour un quelconque trouble ou une incapacité liés aux nombreuses disparitions. Il a commencé à douter tout haut de ses compétences. Personne ne pleure. Personne ne semble souffrir. Personne ne réclame. « Des personnes » lui ont donné quarante-huit heures pour brader ses biens et rentrer au Zaïre son pays d'origine. Rose Ntwenga. Montpellier, Le 14 juin 2009 [1] Elle est devenue ma tutrice en 1963 dans le divorce idéal entre mon père et ma mère. Ainsi, c'est elle qui m'a donné les repères importants de l'éducation autant que l'affection maternelle et mon épanouissement. Ce sont des pratiques de la tradition pour parer aux manquements de certaines femmes en incapacité d'assurer la transmission mère-fille. Au moment de l'indépendance le 1er juillet 1962, elle est en stage de

formation d'assistante en Belgique. Les circonstances de sa disparition sont restées une blessure vive jusqu'à aujourd'hui. Bulongo habukule sombe [3] Membre de l'Association des commerçants du Burundi (A.C.B.). Il est ancien officier (entre autres) de crédits des différentes saisons de campagne café de 1966 à 1971. [4] Zakutumbu [5] Marciana, avait eu la visite d'un individu qui avouait la difficulté de récupérer cet argent malgré les instructions du chef de famille Busabusa. Le tortionnaire s'attendait à un refus catégorique. Sans l'autorisation de la femme, le détenteur de la somme rien pour lui. Marciana avait écouté, le dévisageant étrangement. Comment a-t-il pensé que je ne suis pas au courant de l'argent qui passe et repasse entre diverses mains ? A son tour, Marciana s'attendait à le questionner. Pour que le chef de famille se mette à raconter ce genre de bêtises, il attendait d'être sous la "Komanda" (torture). Comment a-t-il pu oublier la raison pour laquelle il m'a choisie comme femme avec l'accord de la femme légitime ? Marciana avait accepté de donner cet argent selon les instructions du commerçant Busabusa. Ensuite, elle avait demandé à la femme légitime de Busabusa de venir partager la maison du secteur A en compagnie de leurs enfants respectifs. D'ordinaire, elles vivraient dans le souvenir et le respect du nom du chef de famille. Et, puis, à deux, elles ne seraient pas de trop pour se protéger des agressions des intrus. « Comme par hasard », les militaires lui ont tiré dessus lors des rafles de février 1994 dans la cité de Kamenge. Elle est morte des suites de ses blessures à l'hôpital Roi Khaled, peu après. [6] Son beau-père Karambizi a servi d'indicateur indirect du service d'identification de la police (situé en juillet 1972 au sous-sol du parc) pendant la préparation de l'arrestation de Venant Ntwenga. Il s'est installé avec sa nouvelle femme et leur jeune après le 31 mars 1972 à Cibitoke 112-113 (zone urbaine), 12 et 13ième avenue. Par un ménage de visites de jeunes enfants et d'autres personnes, il a permis la surveillance et le contrôle des allées et venues autour de mon père. Avec le nombre de malveillants que compte cette ville, il s'est trouvé un groupe d'adolescents très joyeux, d'enfants mineurs d'origine à m'aider à retrouver mon père. Ils m'ont accompagnée et guidée jusqu'au sous-sol du parc où des enfants mineurs est resté à mes côtés pour expliquer ma demande. Le monsieur s'appelait Georges, je crois une autre fois, toujours des mains innocentes d'un enfant mineur de cinq à six ans, j'ai reçu une autre convocation. Celle-ci me menait à un des services au premier étage du parc. Quand j'ai tendu le papier, le responsable ainsi que d'autres personnes dans cette salle ont sursauté. Qui te l'avait remis ? a-t-il demandé le responsable de cette salle. Un gentil garçonnet, qui semblait me connaître. Le monsieur avait chiffonné le papier, puis, jeté à ses pieds. Il m'avait juste demandé de rentrer sans autre explication. Visiblement, ce papier avait provoqué un petit frisson à travers cette salle. [7] Venant Henri Omer Ntwenga est né vers 1928/1929. Il a fait l'école primaire de Mugeru (province de Gitega), grâce aux recommandations du curé de la paroisse de Buruniro (province de Kayanza). A la date du 6.05.1959, avec neuf autres signataires, il a participé à la note remise au groupe de Travail (cf. préparation du pays à l'accession à l'indépendance) ; Il représentait le mouvement progressiste du Burundi et l'Union des partis populaires (UPP). Par la suite, il a été coopté au parti démocratique chrétien (PDC). En 1961, il est directeur de l'Office de logement du quartier Ocaf. Le 30 juin 1962, il fuit vers la Belgique (six mois après le massacre des syndicalistes de Kamenge). Le 18 juin 1963, il est nommé directeur général au ministère des Travaux Publics. Vers juin 1968, il est salarié de l'Industrie & Commerce au Burundi (ICB), préfiguration de l'Office national du commerce (ONC). En avril 1972, il est employé de la mairie de la ville de Bujumbura. Tout son parcours est ponctué d'emprisonnements abusifs : Deux fois en 1964, au prétexte de l'accident de voiture du prince Ignace Kamatari, En 1965, c'est le prétexte du coup d'état fantôme de 1965, En 1969, le prétexte est toujours flou, En mai 1972, le prétexte d'arrestation est une banale vérification au parc pour cause de coups de feu entendus la veille ou l'avant-veille, Puis, plus personne ne m'a revu. Venant Ntwenga était un membre dynamique du Club des Bâtisseurs. Il a fait partie de l'Association des Commerçants du Burundi (A.C.B.). Il était propriétaire d'une briqueterie artisanale sur un terrain vague tout près du complexe textile du Burundi (Cotebu). Après les sorties de prison, il s'est toujours débrouillé pour que sa famille vive correctement. Ainsi, il a créé un petit commerce de vente de pain pour la cité grâce aux associés grecs KA.PA. Etc. Honneur à lui ! [8] Plusieurs papiers ont été écrits de sa main à l'intérieur de la prison de Mpimba. Kajugiro Musinga ne m'a pas remis le courrier que mon père m'a adressé au fond de sa cellule de Mpimba. [9] En couverture du magazine Jeune Afrique de juillet 1972, une photo illustrative. En deuxième page, Jean-Pierre Ndaye décrit la situation dans la ville de Bujumbura, notamment avoir entendu les hurlements de personnes provenant de camions qui traversaient toute allée la nuit. En se hissant sur les camions, ces personnes avaient connaissance de leur fin prochaine. Un autre journaliste africain (camerounais ?) d'un périodique (Afrique et Asie ?) a été arrêté et exécuté très tôt aux premières heures fatidiques du génocide de 1972 au Burundi. Il partageait son appartement du quartier asiatique avec son neveu, ancien élève de l'école française. L'oncle disparu, les professeurs, de concert avec la directrice de l'école française s'étaient cotés pour lui payer le billet pour un retour dans son pays natal. [10] A compléter par les autres dépositaires et Gorette Nduwimana, sa fille aînée. [11] A compléter par les autres dépositaires et les « Invisibles » qui se reconnaissent en mon père pour expliquer son rôle de tuteur. [12] Warren Weinstein ; Historically Dictionary of Burundi. Nduwimana Samuel, A Tutsi born in the province of Bururi. He was a gendarme. In September 1972, he was upgraded to rank of major and put in command of military school at Bururi. On March 13, 1974, he was appointed Minister of Finances. Revoked on September 4, 1974, following a coffee scandal in which he and Foreign Affairs Minister Simbananiye tried to arrange to have a special monopoly over coffee sales. [13] Udokoko [14] Joséphine Mpfubusa, femme placée par ses parents complexes et croisés Français Bangemu, Prime Niyongabo, Charles Ndikumagenge, Bernard Kayibigi, Adrien, etc., après juin 1963 pour surveiller mon père. [15] A compléter par les autres dépositaires [16] ou Nyanza Lac ? [17] A compléter par les autres dépositaires. [18] Je ne connais pas son nom véritable ni les circonstances de son arrestation. A compléter par les autres dépositaires, sa succession, ses petits-enfants. Moteri résidait dans le secteur A de Kamenge. [19] A compléter notamment par les autres dépositaires, sa famille. [20] Accusé à tort avec son ministre en titre M. Marc Ndayiziga d'avoir commandé et distribué des machettes, en réalité, ces machettes avaient été commandées par Artémon Simbananiye en janvier 1972. C'est attesté par le site web officiel chinois qui relate l'histoire de la coopération sino-burundaise. Les machettes incriminées se retrouvent dans des accords de coopération agricole. Source :

<http://www.china.org.cn/english/features/focac/183578.htm> Leaders and Officials who visited China from the Burundi include: Artemon Simbananiye, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and Planning (January 1972), In January 1972, the trade agreement was signed between China and Burundi, stipulating that the trade between the two countries is on cash payment basis. The Chinese side would import certain amount of coffee and cotton from Burundi and export to Burundi cotton-cloths, bikes, metal goods, agricultural tool and building materials and so on. [21] A compléter par les autres d'oppositaires et les gardiens de la mémoire. Zacharie Ntiriyica partageait les discussions ou faisait partie d'un groupe de d'oppositaires de la tradition orale. Il avait consigné par écrit des faits relatifs aux raids esclavagistes (Igihe c'Abarabu). [22] A compléter par les autres d'oppositaires et sa famille. [23] Je ne connais pas son nom. Encore une fois, présente tous mes remerciements à cet Homme. Son attitude en juin 1972 au moment de l'arrestation arbitraire par le Commandant Samuel Nduwingoma dans sa banque a grandement atténué la blessure émotionnelle qui est restée vive en moi. Quelqu'un a protesté. Quelqu'un a tenté de repousser le mal en action. Pendant que Samuel Nduwingoma désignait l'un après l'autre qui cessait son travail dans l'instant, le directeur de la B.C.B. gesticulait. Il allait vers les employés désignés et disait : « -Non, pas lui ». Il se retournait vers le suivant et s'exclamait : « Non. Partait d'abord par le spectacle de sa banque qui se vidait de ses employés. - Non, surtout pas ceux- là , c'est avec eux j'ai expérimenté le travail au Burundi ! Il a agi ! [24] A vous tous qui m'avez fait parvenir les différentes indications Complétez ! Que l'oubli et la négligence ne les couvrent pas une seconde fois ! « Mate asikauke ! » Que la parole leur existence ne tarisse pas !